

DÉCISION N° 2024-D-218

Objet : Conduite d'une procédure de référé préventif préalablement aux travaux sur les digues de l'Arve à Bonneville et Ayze - Honoraires d'avocat pour assister et représenter le syndicat mixte dans le cadre de cette procédure

Le Président du Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Affluents,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L5211-10 et L5211-2 ;

Vu le Code de procédure civile et notamment son article 145 relatif au référé préventif ;

Vu le code la commande publique et notamment son article L2512-5 8° qui prévoit que les services juridiques de représentation légale d'un client par un avocat dans le cadre d'une procédure juridictionnelle sont exclus des règles de mise en concurrence ;

Vu l'Arrêté PREF/DCRL/BCLB-2022-0035 du 12 décembre 2022 approuvant la modification des statuts du Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Affluents (SM3A) ;

Vu la délibération n°D2020-04-09 du Comité syndical en date du 18 septembre 2020, accordant délégation au Président d'une partie des attributions de l'organe délibérant, s'agissant notamment des alinéas 11 :

« Intenter au nom du Syndicat Mixte les actions en justice, de défendre le SM3A dans les actions intentées contre lui ou d'intervenir au nom du SM3A dans les actions où celui-ci y a intérêt, d'exercer toutes les voies de recours utiles, y compris en cassation. », et 13 : « Fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice, experts et conseillers juridiques » ;

Considérant que les travaux de confortement des systèmes d'endiguement sur Bonneville portés par le SM3A sont susceptibles de générer des nuisances et des désordres structurels sur les ouvrages tiers à proximité ;

Considérant que le référé préventif est une procédure relevant de l'article 145 du code de procédure civile qui a pour objet de faire constater par un expert désigné par le Tribunal, l'état des immeubles avoisinant la construction projetée, afin d'éviter toute contestation après l'achèvement des travaux sur l'état antérieur des ouvrages avoisinants et demandes d'indemnisation infondées. La mission de l'expert débute avant le commencement des travaux et se poursuivra jusqu'à l'achèvement des travaux ;

Considérant la proposition du Cabinet d'avocats Sisyphe (Maitre Pierrick Gardien) pour assurer pour le compte du SM3A la conduite, la représentation et la défense des intérêts du syndicat mixte dans la cadre d'un référé préventif pour les travaux sur les digues de l'Arve à Bonneville et Ayze ;

DÉCIDE

Article 1 : D'engager et de conduire une procédure de référé préventif devant la juridiction compétente, préalablement aux travaux de confortement et de restauration des digues de l'Arve à Bonneville et Ayze.

Article 2 : De confier la représentation l'assistance et la défense des intérêts du SM3A dans le cadre de cette procédure à Sisyphe (Maître Pierrick Gardien), société d'avocats à Lyon (69).

Article 3 : De s'acquitter des frais d'honoraires établis sur la base de :
- Taux horaire : 220 euros HT (264 euros TTC);



- En sus : Frais de déplacement, frais de reprographies et de numérisation, frais d'envois postaux, Frais de communications documentaire et frais d'auxiliaires de justice.

Article 4 : De signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

La présente décision sera inscrite au registre des décisions, publiée au recueil des actes administratifs et copie sera adressée à :

- Monsieur le Sous-préfet de Bonneville ;
- Madame la comptable publique assignataire de Bonneville ;
- A la société d'avocats Sisyphe.

Fait à Saint Pierre en Faucigny,
le 26 juillet 2024

Bruno FOREL,
Président du SM3A

Acte certifié exécutoire par le Président du SM3A compte tenu de :
- sa réception en sous-préfecture le :
- sa publication le :
Le Président

